DEPARTEMENT DE LA SOMME - **ELECTIONS LEGISLATIVES DU 16 MARS 1986**



Liste ENTENTE et VERITE

pour le

RENOUVEAU DU PEUPLE DE FRANCE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Les élections Législatives auxquelles vous êtes conviés ont un intérêt vital pour notre Pays, c'est tout au moins ce qui nous est dit chaque jour.

Voilà pourquoi nous nous présentons, non point pour VAINCRE quiconque, mais pour CONVAINCRE.

Nous ne sommes pas une liste attachée à une quelconque majorité ou une quelconque opposition. Nous voulons être une liste de propositions qui n'exclut personne, et vous trouverez ci-dessous les principales d'entre elles car il y a beaucoup à faire pour refaire notre Pays. Si vous nous faites confiance comme feront confiance dans d'autres départements des Electeurs à des listes non attachées à des partis qui reçoivent leur mot d'ordre d'ailleurs, nous serons efficaces car partout il y a des Femmes et des Hommes qui montent au créneau et pourront s'entendre sur un minimum.

QUELQUES PROPOSITIONS

Celles-ci s'attacheront surtout :

1 - **Un petit toilettage progressif de la Constitution,** en supprimant un sous article qui emprisonne la liberté individuelle de façon fort anodine mais terriblement efficace.

Beaucoup de formations se réclament de la jeunesse. Il est bien vrai qu'elle a besoin d'être aux affaires pour apprendre à gérer le Pays.

La suppléance en cas de décès, ce qui peut se comprendre pour une certaine stabilité parlementaire, devient un carcan lorsqu'un poste ministériel est offert à un élu qui au bout d'un mois doit quitter son mandat parlementaire s'il tient à rester au Gouvernement. Dès lors, il n'est plus maître de ses critiques car si on le renvoie ou s'il démissionne il n'est plus rien, et si un ministre en exercice est un grand "Monsieur" un ministre mis à la porte ne vaut plus grand chose. Ainsi, un jeune qui sacrifierait sa carrière au service du Pays peut se retrouver du jour au lendemain dans une situation moins que favorable, ayant à la fois perdu la tête de ses affaires et son poste...

2 - **Responsabilisation des fonctionnaires** - Les fonctionnaires y compris les Juges ont un statut spécial certes, mais sont au service de la Nation. Ils doivent être responsables civilement et pénalement des erreurs volontaires et préjudiciables qu'ils peuvent commettre. L'immense majorité des fonctionnaires est composée de gens de qualité, dévoués à leur travail, mais il se peut qu'il se trouve parmi eux certains qui ne soient pas des Anges. Cette responsabilisation donnera confiance à tous car les fonctionnaires esclaves des textes pourront nous demander l'aide nécessaire. Ne dénombre-t-on pas plus de 100 000 Lois ou Décrets, lesquels se contredisent parfois. Comment peut-on agir normalement dans un tel dédale ? Nous serons ouverts aux fonctionnaires qui nous feront des suggestions pour les aider à simplifier leur travail afin qu'il soit plus efficace, ce qui améliorera les relations entre tous.

3 - **La Justice** - Institution fondamentale de la Société, elle demande de la part de ceux qui s'y consacrent une totale abnégation, il faut savoir se dépersonnaliser. "Le Juge est l'Historien du Présent" il est surchargé et manque de moyens, ce qui perturbe son travail, nous exigerons un renforcement du personnel et dans plusieurs cas des locaux décents.

Nous voulons que la loi soit respectée et non faussée dans son interprétation par certaines personnes trop influentes qui bernent les Magistrats et faussent les débats, le récent départ d'un Président d'Assise en a apporté la preuve.

Est-il normal de voir une plainte déposée par le Ministère Public ne pas aboutir dans les délais qu'il s'est lui-même fixés.

Les ventes dites par Autorité de Justice doivent, si cela est nécessaire, être faites légalement, soit en respectant l'article 1674 du Code Civil qui dit "qu'il y a récision pour lésion si la vente est faite à moins des 7/12e de la valeur du bien". Nous exigeons que soient revues toutes les mises à prix dérisoires qui depuis des années ruinent certaines victimes, et que ceux qui ont ordonné ces ventes soient tenus pour responsables du dommage causé à autrui.

Il y a eu les dommages de Guerre, nous pouvons prétendre à des dommages de Paix.

Je rappelle pour mémoire que la prescription en ce domaine est de trente ans s'il y a eu faute.

La Justice juste mène à la paix sociale, surtout si l'économie suit.

4 - **La natalité** - La France est un pays sous-peuplé par rapport à l'Allemagne Fédérale, nous devrions être 160 millions, c'est dire ce qu'il y a à faire.

La natalité doit être encouragée et aidée. Nos enfants paieront peut-être nos retraites mais qui paiera la leur ? Un bébé est un gros consommateur et ce n'est pas le paysan qui se plaindrait de voir le lait plus largement utilisé.

La femme, tout en restant libre, doit pouvoir être à la maison si son conjoint assure le nécessaire, le travail à mi-temps, voire à tiers-temps, libérerait des centaines de milliers d'emplois.

5 - **Le chômage** - Ce n'est pas une fatalité, en plus du cas ci-dessus évoqué, ne peut-on envisager une grande reprise du bâtiment notamment dans la rénovation des immeubles anciens et sans confort. Cela créerait rapidement des milliers d'emplois.

Les équipements routiers sont à revoir, il manque des glissières de sécurité sur plus de cent mille kilomètres de route, quel marché pour la sidérurgie en plus des centaines de vies sauvées chaque année.

La nature, il faut la respecter, la préserver, replanter des arbres au bord des routes à plus d'un mètre pour pouvoir les élargir éventuellement, soigner les forêts qui brûlent trop facilement en France.

6 - **Les Emigrés** - Ne pas confondre terre d'accueil et poubelle du monde. Les émigrés sérieux et travailleurs ont leur place chez nous, à condition de consommer chez nous avec leur famille et non de vivre misérablement en envoyant la paye... au Pays où sont restés femme et enfants.

7 - **Les Jeunes** - Ils sont l'avenir du pays et doivent être aidés et formés. Or, ou ils sont au chômage ou font des T.U.C. ou alors c'est le plein tarif. Nous proposerons une expérience :

- six mois au demi SMIC soit 30 % de plus que le T.U.C. sans charges sociales, et un examen.
- six mois aux 3/4 du SMIC et 50 % de charges, et après examen le SMIC ou plus et les charges normales. Cela permettrait d'engager au moins 500 000 jeunes. Faites le compte et dans un ou deux le Pays manque de bras.

8 - **Revoir l'urbanisation de la France** - Contrairement à nos voisins Allemands ou Italiens, la concentration urbaine cancérise la région de Paris, beaucoup de villes pourraient doubler ou plus de population, AMIENS, BESANÇON, LIMOGES, METZ, NIMES, etc ce qui permettrait un rééquilibrage du Pays.

9 - **La Sécurité** - Droit indispensable de tous découle des propositions ci-dessus. Si chacun peut vivre décemment grâce à un plancher à la misère au lieu d'un démagogique plafond à la fortune qui n'existe pas, la paix sociale se rétablira d'elle-même.

Nous entendons déjà dire, oui mais où trouver l'argent ?

10 - **L'Economie** - Nous proposerons une amnistie fiscale de l'argent évadé, à condition qu'il ne provienne pas de crime, et un grand emprunt rente à 5 % maximum sans impôt sur le revenu sur la fortune, sur les successions, c'est ce que fit M. PINAY en 1952 quand il remit les finances debout. Des méthodes identiques et incitatives pour faire rentrer dans les caves de la Banque de France au moins une partie des 4 000 tonnes d'or supposées être dans des bas de laine. Cela augmentera la solidité de notre monnaie et fera baisser le taux d'un emprunt basé sur l'or qui rend actuellement 54 % d'intérêts alors que le taux légal d'usure fixé par la loi est d'environ 27 %.

Quand un état transgresse ses propres lois, il ne peut plus exiger que les autres les respectent.

L'argent cher fait la vie chère, une baisse du taux d'intérêt est un enrichissement pour tous.

Voilà nos principales propositions. Vaste programme, programme simple.

Aidez-nous à le mener à bien. Soyons pour la FRANCE en SOMME

Votez le 16 Mars pour notre liste

Vu les candidats

ENTENTE et VERITE pour le Renouveau du Peuple de France

IMPRIMERIE BIZOT - BOVES